



CHAPITRE 69

Loi modifiant la Loi abolissant les rentes seigneuriales

[Sanctionnée le 20 mars 1947]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 322,
a. 4, am.

1. L'article 4 de la Loi abolissant les rentes seigneuriales (Statuts refondus, 1941, chapitre 322) est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Emprunts
autorisés.

"Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le syndicat à contracter en tout temps, pour les périodes, selon le mode et aux conditions qu'il détermine, des emprunts pour renouveler ou solder, en totalité ou en partie, tout emprunt contracté en vertu du présent article."

S.R.,
c. 322,
a. 5a, aj.

2. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 5, les suivants:

Obliga-
tions assu-
mées par le
trés. de la
prov.

"5a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi autoriser le trésorier de la province à assumer, aux conditions qu'il détermine, les obligations contractées par le syndicat en vertu de l'article 4. Les sommes requises pour acquitter les obligations ainsi assumées seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Emprunts
autorisés.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à contracter, pour les périodes, selon le mode et aux conditions qu'il détermine, les emprunts nécessaires pour rembourser au fonds consolidé du revenu les sommes

CHAPTER 69

An Act to amend the Seigniorial Rent Abolition Act

[Assented to, the 20th of March, 1947]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 4 of the Seigniorial Rent R.S., Abolition Act (Revised Statutes, 1941, c. 322, chapter 322) is amended by adding thereto the following paragraph:

"The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Syndicate to effect, from time to time, for the periods, in the manner and upon the conditions which he may determine, the loans required to renew or pay off, in whole or in part, any loan contracted under this section."

2. The said act is amended by adding, after section 5, the following sections: R.S., c. 322, s. 5a, added.

"5a. The Lieutenant - Governor in Council may also authorize the Provincial Treasurer to assume, upon the conditions which he may determine, the obligations contracted by the Syndicate in virtue of section 4. The sums required to discharge the obligations thus assumed shall be paid out of the consolidated revenue fund.

The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Treasurer to effect, for such period, in the manner and upon such conditions as he may determine, the loans required to reimburse the consolidated revenue fund for

payées à même ce fonds en vertu de l'alinéa précédent.

Sommes
remises
au trésorier.

"5b. Dans les cas prévus par l'article 5a, les sommes reçues par le syndicat en vertu de l'article 41, moins le montant de ses dépenses, sont remises au trésorier de la province pour rembourser au fonds consolidé du revenu les sommes payées à même ce fonds dans le cas du premier alinéa de l'article 5a, avec intérêt au taux fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil mais n'excédant pas deux pour cent par année sur le solde impayé de telles sommes, ou pour acquitter l'intérêt, l'amortissement et les frais de tout emprunt effectué en vertu du deuxième alinéa de l'article 5a.

Dépôt
d'excédent.

Tout excédent des sommes requises pour les remboursements ou paiements prévus par le présent article sera déposé dans un fonds spécial, qui sera placé conformément aux directions du lieutenant-gouverneur en conseil.

Cessation
de cer-
tains paie-
ments.

"5c. Lorsque les sommes versées par le syndicat au trésorier de la province en vertu de l'article 5b seront suffisantes pour effectuer les remboursements et paiements prévus par ledit article, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du trésorier de la province et la recommandation du ministre des affaires municipales, pourra décréter que les paiements annuels exigibles en vertu de l'article 41 cesseront, en totalité ou en partie, à compter de la date que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera."

S.R.,
c. 322,
a. 42, am.

3. L'article 42 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "Le", par les mots "Sous réserve des dispositions des articles 5a, 5b et 5c, le".

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the sums paid therefrom pursuant to the provisions of the preceding paragraph.

"5b. In the cases provided for in section 5a, the sums received by the Syndicate in virtue of section 41, less the expenses incurred shall be remitted to the Provincial Treasurer to reimburse the consolidated revenue fund for the sums paid therefrom under the first paragraph of section 5a, with interest at the rate fixed by the Lieutenant-Governor in Council but not exceeding two percent per annum upon the unpaid balance of such sums and/or to pay the interest, the amortization and the cost of any loan effected under the second paragraph of section 5a.

Sums re-
mitted to
Provin-
cial Treas-
urer.

Any excess over the sums required for the reimbursements or payments provided under this section shall be deposited into a special fund which shall be invested under the direction of the Lieutenant-Governor in Council.

Deposit of
excess.

"5c. Whenever the sums paid by the Syndicate to the Provincial Treasurer under section 5b are sufficient to effect the reimbursements and payments provided by the said section, the Lieutenant-Governor in Council, upon the report of the Provincial Treasurer and the recommendation of the Minister of Municipal Affairs, may enact that the annual payments exigible under section 41 shall cease, in whole or in part, on and from such date as the Lieutenant-Governor in Council may determine."

Certain
payments
to cease.

3. Section 42 of the said act is amended by replacing, in the first line of the first paragraph thereof, the word "The", by the words "Subject to the provisions of sections 5a, 5b, and 5c, the".

R.S.,
c. 322,
s. 42,
am.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.